



CSE réseau F3 d'avril 2024

Commission économie et structures du 25 mars 2024

(compte-rendu)

Présents pour les élus : Danilo Comodi (rapporteur), Bruno Demange, Annette Desprez, Vincent Habran

Pour la direction : Philippe Angot (directeur finances du réseau), Samuel Bignon (président de la commission), Vanessa Fixot-Lucas, Séverine Thirel

Ordre du jour :

Point 1 : étude du budget 2024 et bilan 2023

Point 2 : rapprochement France 3 France Bleu

Contexte

La suppression de la redevance n'a pour l'instant pas réduit le financement de FTV. Désormais prise sur une part de la TVA, la dotation de l'Etat à FTV est en hausse de 137,6 M€ pour 2024. Ce mode de financement n'est pas du tout pérennisé et l'incertitude est totale quant à la formule choisie par le gouvernement pour les années à venir. Pour le réseau, le budget 2024 est en hausse de 5,7 % par rapport à celui de l'an dernier.

Quant à la renégociation du Contrat d'Objectifs et de Moyens avec l'Etat, il n'est toujours pas signé. Pas étonnant quand on voit la multitude de revirements qui se succèdent au ministère de la Culture concernant l'Audiovisuel Public.

Dans le réseau, 2023 était une année singulière avec le lancement de Tempo et des éditions ICI qui ont chamboulé l'activité de la grande majorité des personnels du réseau. Les 60 ETP supplémentaires annoncés en cours d'année n'étaient pas budgétés. On pouvait donc s'attendre à un gros débord de la masse salariale pour les financer sur le dernier quadrimestre, mais au final, on est quasiment à l'équilibre. Ça n'a rien à voir avec de la magie. L'équilibre constaté est principalement dû aux grèves du début d'année contre la réforme des retraites. Les grévistes ont donc permis au réseau d'autofinancer Tempo.

Pour 2024, les ETP de Tempo sont financés au budget. Mais une nouvelle incertitude pourrait chambouler le budget en cours d'année. Les nouveaux projets de la ministre de la Culture et de la direction de FTV concernant le rapprochement de France 3 et France Bleu n'apparaissent pas dans le budget. Il ne prend en compte que les projets en cours.

Les recettes publicitaires de 2023 sont en forte baisse. Et la prévision 2024 confirme ce pessimisme. Là aussi, c'est l'effet Tempo. Les nouvelles éditions ont supprimé un écran publicitaire et une météo à un horaire stratégique.

Point 1 : étude du budget 2024 et bilan 2023

Le budget 2024 du réseau s'élève à **457,9 M€**, en hausse de **5,7% (+24,7 M€)** par rapport au prévisionnel 2023, et en hausse de **7,6% (+32,3 M€)** par rapport au réalisé 2023.

Le réseau gagne 58,2 ETP au budget 2024. Le directeur financier note que c'est la « *hausse la plus importante depuis des temps immémoriaux* ». C'est en grande partie dû à la répartition des 60 ETP octroyés pour la mise à l'antenne des nouvelles éditions : 53,75 précisément.

Mais il y a aussi quelques transferts d'ETP de personnel du siège vers les antennes régionales (Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Normandie).

La hausse des ETP pour 2024 est assurée pour 2024, et comme chaque année, la direction ne s'engage pas pour l'année suivante.

Cet afflux d'ETP n'est pas suffisant au regard des besoins en moyens humains. Certaines antennes ont du mal à assumer les nouvelles éditions qui demandent plus de moyens. Celles qui ont pu récupérer le potentiel issu de la fin du 18h30 s'en sortent mieux que celles qui en avaient peu sur cette tranche supprimée.

Et pour la mise en place des 4 jours comme évoqué dans le protocole de sortie de grève de novembre 2023, la direction répète : « *à ETP constant* » pour défavoriser toute nouvelle organisation du temps de travail. Les 60 ETP ne sont donc pas suffisants. CQFD.

Concrètement, l'effectif ETP du réseau pour 2024 est de 2952,5 ETP, contre 2894,3 en 2023. Le coût moyen d'un ETP par salarié augmente. On a une moyenne de 95 000 €. Si un ETP représente un salaire sur 360 jours payés, c'est en moyenne 180 jours travaillés.

Evolution des ETP en 2024 par rapport à 2023, et à 2019 (début RCC), par région :

Région	ETP 2019	ETP 2023	ETP 2024	Evol. 24/23	Evol. 24/19
Auvergne Rhône-Alpes	342,5	333,3	343,0	+ 9,7	+ 0,5
Bourgogne Franche-Comté	223,7	218,5	226,0	+ 7,5	+ 2,3
Bretagne	155,4	151,7	155,0	+3,3	- 0,4
Centre Val-de-Loire	121,2	118,8	121,3	+ 2,5	+ 0,1
Grand-Est	396,9	378,6	382,6	+ 4	- 14,3
Hauts-de-France	259,6	246,5	250,6	+ 4,1	- 9
Normandie	217	212,5	220,0	+ 7,5	+ 3
Nouvelle-Aquitaine	433	423,9	430,9	+ 7	- 2,1
Occitanie	311,2	303,6	304,6	+ 1	- 6,6
Paris Ile-de-France	165,5	93,8	94,8	+ 1	-70,7
PACA	264,6	254,6	259,4	+ 4,8	- 5,2
Pays de la Loire	119,5	122,1	125,7	+ 3,6	+ 6,2
Siège	40,7	36,3	38,5	+ 2,2	- 2,2
Total	3050,8	2894,3	2952,5	+ 58,2	- 98,3

AURA avec trois antennes, Bourgogne Franche-Comté et Normandie avec deux antennes ont bénéficié des plus fortes hausses. Mais le rééquilibrage n'en est pas pour autant assuré.

Pays de la Loire (+3,6) et Centre-Val de Loire (+2,5), régions mono-antenne considérées comme prioritaires pour un rééquilibrage des ETP, n'ont pas profité d'un gros coup de pouce Tempo. C'était pourtant l'opportunité à saisir. On peut en déduire que ces deux régions ne sont plus considérées comme prioritaires par la direction.

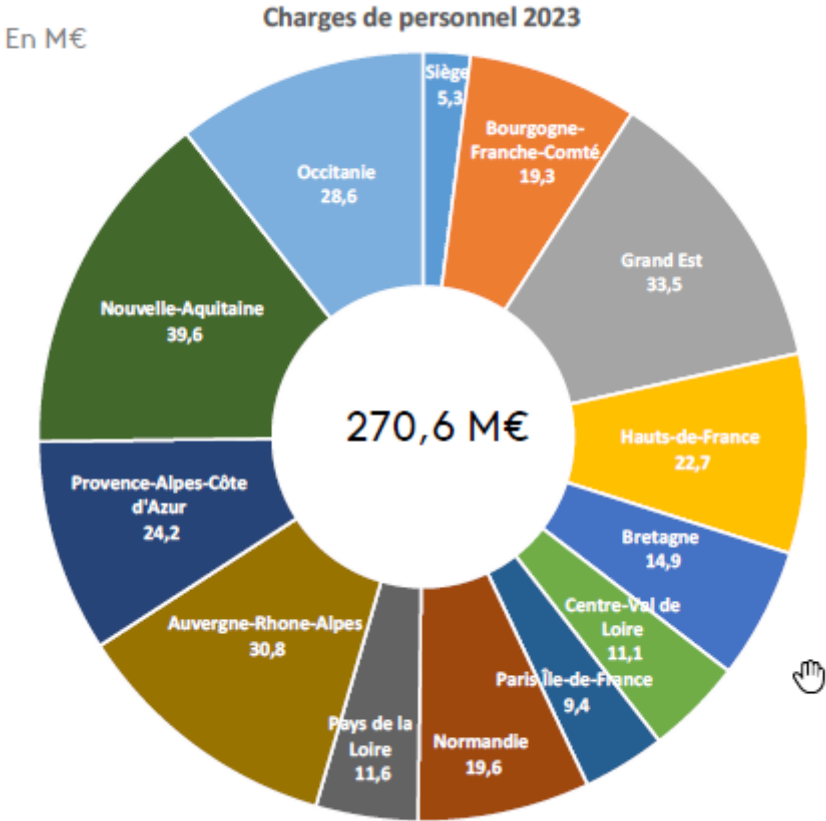
On constate toujours le maintien d'un déséquilibre entre deux régions « équivalentes », Bourgogne Franche-Comté et Normandie. La première conserve 6 ETP de plus pour deux antennes, alors que la seconde a aussi deux antennes, mais une locale en plus.

La commission invite les RP à demander un point ETP et finances dans chaque instance de proximité. Certaines directions sont plus transparentes que d'autres pour évoquer ces sujets qui méritent d'être débattus dans chaque région.

Les dépenses

La masse salariale

En 2023, le réalisé est donc légèrement supérieur à la prévision : 270,6 M€, en débord de 0,7 M€ (+0,25%) par rapport aux prévisions. Voir détail ci-dessous.



Le débord de 0.25 % de la masse salariale en 2023 ne correspond pas à la hausse des 58,2 ETP de Tempo. En ajoutant la mesure d'augmentation générale des salaires qui n'était pas budgétée, l'écart aurait dû être plus important mais plusieurs raisons expliquent ce constat.

D'abord les grèves du début d'année 2023 qui ont fait perdre de l'argent aux grévistes, mais qui ont permis à la direction de récupérer une grande partie des 16 ETP non utilisés sur l'année.

L'absentéisme, encore important en 2023, a fait basculer de la masse salariale vers les IJSS de la sécu. Et comme les malades ne sont pas remplacés systématiquement, ça permet des économies.

La limitation du dépôt de jours sur le CET à cinq a également permis de limiter les provisions. Cette limitation n'est pas reconduite en 2024.

Six régions sont en débord en 2023. Hauts-de-France et Nouvelle Aquitaine dépassent de 400 000 € leur budget de masse salariale. Trois régions sont à l'équilibre et quatre sont en économie. Étonnement, Bourgogne Franche-Comté a la plus grosse économie (- 600 000 €) malgré 7,5 ETP en plus sur la fin d'année.

Pour 2024, la masse salariale budgétée est de 287,7 M€, en hausse significative de près de 17,1 M€ par rapport au réalisé 2023. Elle prend en compte la hausse de 58,2 ETP sur une année pleine. La hausse des salaires de base, dont le montant exact (8,7 M€) n'était pas connu au moment des répartitions budgétaires, et les glissements de l'ancienneté participent aussi au gonflement de la masse salariale.

Etat de la masse salariale

Région	Masse salariale Budg. 23	Masse salariale Réal. 23	Masse salariale Budg. 24	évolution 24/23	Coût d'un ETP (K€) 2024
Auvergne Rhône-Alpes	30,6	30,8	33,1	+ 2,5	96,5
Bourgogne Franche-Comté	19,9	19,3	21,0	+ 1,1	92,9
Bretagne	14,8	14,9	15,9	+ 1,1	102,6
Centre Val-de-Loire	11,0	11,1	11,4	+ 0,4	94,0
Grand-Est	33,7	33,5	35,5	+ 1,8	92,8
Hauts-de-France	22,3	22,7	23,6	+ 1,3	94,2
Normandie	19,7	19,6	21,4	+ 1,7	97,3
Nouvelle-Aquitaine	39,2	39,6	41,9	+ 2,7	97,2
Occitanie	28,5	28,6	30,3	+ 1,8	99,5
Paris Ile-de-France	9,4	9,4	9,9	+0,5	104,4
Provence-Alpes Côte d'Azur	24,4	24,2	25,8	+ 1,4	99,5
Pays de la Loire	11,6	11,6	12,5	+ 0,9	99,4
Siège	5,0	5,3	5,4	+ 0,4	140,3

Les charges hors personnel

Malgré l'inflation continue, le réalisé 2023 est en net retrait (- 8,3 M€) par rapport au budget prévu.

La plus forte économie concerne encore une fois le recours à la Fabrique, qui sera détaillé plus bas. **Et pour 2024, le budget est en nette augmentation à 170,2 M€, en hausse de 4,2 %**, à cause de l'inflation des frais de missions (hébergement et transports), des loyers et de la flotte de véhicules.

Pour expliquer les économies de 2023, les dépenses d'énergie ont été plus faibles que prévu, car elles avaient été surévaluées dans le budget précédent. C'est dû à la fois aux mesures de sobriété énergétique, et la météo moins demandeuse d'énergie. Pour le chauffage, il y a une volonté de se brancher sur les réseaux de chaleur urbains aussi tôt que possible. C'est moins cher et plus stable au niveau des prix. Mais c'est au coup par coup. On a encore de nombreux équipements au gaz, avec le prestataire Gaz de Bordeaux pour pratiquement toutes les emprises dans le pays.

Il y a également eu une nette baisse de la taxe CET (contribution économique territoriale) qui n'était pas prévue. Il y a plus d'1M€ d'économie sur la ligne « impôts et taxes » en 2023.

Dans cette année 2023, les frais de missions et de transports ont explosé les prévisions. + 1,9 M€, soit 19% de plus que prévu. Les tarifs du train et des hôtels ont continué d'augmenter. Et les barèmes ont été réévalués en cours d'année. Sauf pour les collègues CDD qui voient leur frais rabaissés au fil du temps. Le directeur financier précise que le projet de forfaitiser les indemnités des CDD et de les payer sur le salaire ne les fait pas basculer dans la masse salariale. Ça restera dans la case des frais. Et ce sera imposable au-dessus de 75,80 €, conformément aux directives de l'URSAFF qui les considère comme un avantage. Pour 2024, l'inflation subie en 2023 est répercutée dans la ligne « missions et transports » avec 11,5 M€ prévus.

Le gardiennage a augmenté à cause des alertes à la bombe et de la réactivation du niveau haut de Vigipirate. Il a fallu mettre un deuxième gardien pendant certaines périodes. Et ça peut se reproduire en 2024.

Pour 2024, la CAR (Coordination des Antennes Régionales) a changé de nom. C'est maintenant le Fonds d'Investissement de la Visibilité des Régions (FIVR). Philippe Marinetti, directeur délégué des antennes et des programmes en charge de l'offre régionale, chapeaute la répartition. Son budget est toujours dans la ligne du siège. Il s'élève à 2,4 M€. Il sert à financer des programmes récurrents (Nouveaux Nomades, Réseau d'enquêtes...), mais aussi au coup par coup. Cette année, il sera actif pour les programmes en lien avec les JO. Le parcours de la flamme sera suivi dans toutes les régions, et une multitude d'émissions spéciales sont prévues. L'habillage spécial sera financé par le FIVR.

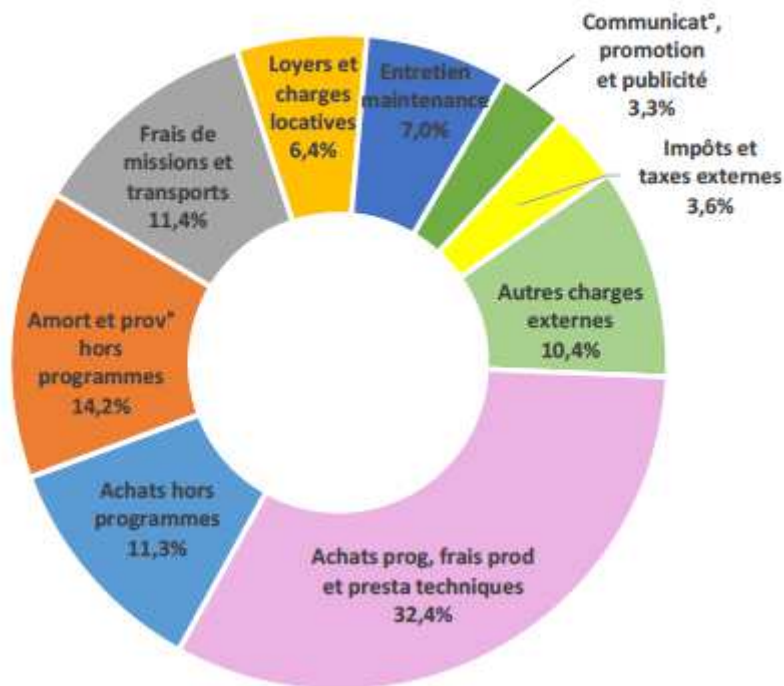
Le cash sur programmes est en constante augmentation. Il pèse plus de 30 millions d'euros avec 32,5 M€ pour 2024. Il comprend les diffusions des matinales

de France Bleu, les documentaires (8,95 M€), et les prestataires privés qui fabriquent de plus en plus nos programmes, comme VEF ou des émissions culinaires dans certaines régions.

Dans les prestations internes, la part payée à la direction des technologies augmente d'année en année. Sherlock, qui remplace Argos se déploie et coûte plus cher. La maintenance des outils informatiques génère aussi des hausses.

Le budget 2024, hors masse salariale et prestations internes s'établit à **100,3 M€ de dépenses**, réparties comme suit (en %) :

Détail des charges hors personnel - Budget 2024 (hors prestations internes)



La Fabrique

C'est la plus grosse part des prestations internes. Et encore une fois, on n'a pas consommé tout ce qu'on devait en 2023. Il y a 2,6 M€ non dépensés. En jours, ça représente 1 664 jours, dont 1 485 pour la post-prod. Les grèves ont participé à cette sous-consommation, mais il y a aussi eu du retard au montage et au mixage début 2023. Des salles étaient vides au 1^{er} trimestre, alors qu'on nous avait déjà dit que des efforts devaient être faits sur le calendrier pour étaler les besoins. Il y a eu aussi des retards dans des signatures de contrats de production. Le directeur

financier assure que 2024 démarre mieux, avec même un débord sur les prévisions. Mais il y a 461 jours de moins dans le budget.

La fiction régionale « Bugarach » n'est pas reconduite en 2024, et les fictions qui devaient être réalisées en Bretagne et Nouvelle Aquitaine ont pris du retard. D'ailleurs, il n'y a pas de créneau pour les diffuser sur le linéaire. Dommage, quand on a un projet de régionalisation.

Pour la vidéo-mobile, on a eu un peu de retard, alors qu'il y a une volonté de faire de plus en plus de retransmissions week-end. La direction explique qu'il y a plusieurs demandes sur les mêmes jours, et donc pas la possibilité de satisfaire toutes les régions. Et donc on a souvent recours à de la presta privée.

La vidéo fixe ne concerne que la diffusion des JT et émissions de Paris IdF, faite depuis les plateaux du siège. Il y a eu 29 jours de moins en 2023 à cause des grèves, ou des plantages d'OpenMedia, mais le tarif de ces prestations augmente depuis le lancement de Tempo. En effet, auparavant, les coûts d'exploitation du plateau étaient partagés avec la rédaction nationale qui y faisait son 19/20 et 12/13. Et maintenant qu'il n'y en a plus, le réseau supporte une majeure partie de l'exploitation de ce plateau. Le siège ne paie plus que pour TLS et l'émission des JO qui suit.

Les investissements

Les prévisions d'investissements n'ont pas été atteintes en 2023. 15 M€ au lieu de 17,8 M€. Notamment à cause des retards dans l'immobilier à Rennes, Amiens et Le Havre. L'immobilier centralisé était en retard de 1,7 M€ en 2023. Ces retards sont répercutés sur 2024.

2024, c'est 5 M€ prévu pour le déménagement d'Antibes vers Nice pour France 3 Côte d'Azur. Malgré les oppositions des personnels et des élus, les travaux devraient débuter cette année, d'où les 5 M€ budgétés.

En immobilier, il y a des travaux lourds à Amiens, Reims, Toulouse et Caen. Les régies de Nantes, Orléans, et Rennes.

En 2024, l'investissement technique est toujours conséquent avec le NRCS (Open-Media) et le maintien de Mona-Lisa et Sherlock.

Quatre régies MOSAR sont financées pour 2024. Orléans, Toulouse, Nantes, Rennes. Pour une fin d'installation ou un début. Et à chaque fois, il y a un investissement en immobilier pour accompagner l'installation. Tout compris, une régie MOSAR coute 1,5 M€. Les prochaines régies ne seront pas des MOSAR, mais des Cosma. Il y en aura onze.

En tout, le réseau a prévu d'investir 21,4 M€ en 2023. Ce qui générera d'importants taux d'amortissements, comme c'est déjà le cas cette année.

Les Recettes

Publicité et parrainage

Les rentrées de la publicité étaient prévues nettement à la baisse en 2023. Ce recul anticipait l'arrêt de Plus Belle la Vie en année pleine, et la suppression d'un écran publicitaire à 19h20 sur le dernier quadrimestre, à cause de Tempo. Et en fin d'année, le recul est encore plus large que prévu. Le réseau accuse un retard de 358 000 € sur la publicité en 2023. Ce recul est conforme aux prévisions de la commission qui redoutait les conséquences négatives de ces décisions d'évolution de la grille. Le directeur financier précise que les grèves du printemps contre la réforme des retraites, et de l'automne contre les éditions ICI n'ont pas eu de conséquences sur la publicité.

Le parrainage est également en net recul avec un déficit de 653 000 € sur la prévision en 2023, et même un million de moins que le réalisé 2022. La suppression d'une météo à cause de Tempo à un horaire stratégique se paie cash. La météo étant le principal vecteur d'annonceurs pour le parrainage.

Pour 2024, les prévisions ne sont pas optimistes, notamment à cause des conséquences des éditions ICI en année pleine. Avec **une rentrée publicitaire estimée à 3,7 M€**, elles confirment le manque d'attractivité, et de rentabilité de nos écrans. A 19h20, les annonceurs payaient plus cher pour apparaître sur notre chaîne. Aujourd'hui, les spots diffusés plus tôt coûtent moins cher. Les écrans ne sont pas moins remplis, mais ils rapportent moins. Et celui de 20h15 subit le même sort. Les errements de la grille après 20h depuis la fin de PBLV, avec entre autres le programme « Aux Jeux, citoyens » ne sont pas du tout moteurs pour les audiences. Et à propos des JO, la publicité pendant la période des Jeux au cœur de l'été sera transférée vers le budget national. Ce qui aggravera la baisse des recettes pour le réseau.

Pour rappel, **la publicité rapportait 13,3 M€ en 2019**. Une autre époque... L'évolution de la grille depuis des années affaiblit les audiences aux carrefours stratégiques qui concernent le réseau. On peut se demander si la direction générale n'assèche pas délibérément l'attractivité des programmes régionaux, à petit feu.

Il n'y a qu'à espérer que l'été soit chaud pour la pub. Surtout sur les antennes nationales. Avec le Tour de France et surtout les JO, les euros devraient couler par millions en juillet et août dans les caisses de l'entreprise. En espérant qu'ils ruissellent abondamment dans celles du réseau.

Les recettes affectées sont aussi en baisse, sauf pour les partenariats hors écran, qui concernent surtout Paris avec par exemple des échanges de billetteries contre des annonces. Il y a 767 000 € au-dessus de la prévision 2023 pour des partenariats hors écran.

La régie publicitaire a prélevé 1,6 M€ de commission en 2023.

Au global, le total des recettes publicitaires est estimé à 8,3 M€ pour l'année prochaine. Il était de 11 M€ dans le résultat 2023.

COM régionaux

Pas de changement dans les COM avec les régions. Il y en a toujours trois : Bretagne, Centre Val-de-Loire et Nouvelle-Aquitaine. Ils sont reconduits pour des montants sensiblement identiques aux années précédentes. Elles ont toutes versé ce qu'elles devaient fin 2023, avec un léger débord pour CVdL.

La région Grand-Est pourrait signer un COM cette année. Des négociations avancées ont eu lieu. Il faut finaliser, et ça se passe dans le parapheur de la PDG.

Pour les partenariats, la Normandie a arrêté le financement du FENO, une opération sur l'apprentissage, et PACA continue sur le festival "Med in Doc" pour 179.000 €.

trimestre. Et une fois lancée, chaque matinale diffusée nous coûte 180 000 € en moyenne par an. **Ce qui fait 6,9 M€ prévus pour 2024 pour les 39 diffusions.**

A ces presque 7 M€ s'ajoutent les coûts techniques nécessaires dans nos régions et jusqu'aux émetteurs. Des coûts qui gonflent quand il faut créer un nouveau départ TNT dans les CAT où il y a plusieurs stations de FB. Et c'est souvent le cas. En Aquitaine par exemple, il y a cinq stations radio (Pays Basque, Périgord, Gironde, Gascogne, Béarn). Toutes doivent être diffusées sur les réseaux, mais un seul signal part sur les box et le satellite. En 2024, cinq stations sur six nécessitent de multiplier les départs. Il y en a pour 300 000 €.

L'appli ICI coûte 3 M€ par an, financés à 50/50 par les deux entreprises. Donc 1,5 M€ pour F3. Les contenus et leur fabrication ne sont pas pris en compte dans ce budget. Il ne comprend que la maintenance, le développement, et le marketing. Comme toute application, elle doit être mise à jour et évoluer constamment, ce qui coûte cher en développement. La direction du numérique de FTV gère l'appli et refacture au réseau les 1,5 M€.

Coté programmes en commun, il y a eu en 2023 la production et la diffusion d'un pilote « *Willy vient déjeuner chez vous* » animé par Willy Rovelli. Il a été diffusé sur une case du samedi après-midi en juin 2023. Il y en aura six en 2024, diffusés le samedi à 12h55 et financés par le siège de F3. 200.000€ sont budgétés pour les 6 numéros.

D'autres projets sont en développement et pourraient être lancés avec le budget du fond de visibilité des régions (ex CAR). Il n'y a rien qui filtre pour l'instant mais on peut compter sur la direction pour avoir de nombreux projets en commun, en phase avec les injonctions gouvernementales.

Concernant les émissions régionales, ou les JTs spéciaux en extérieur faits en commun avec FB, il n'y a pas de budget spécial dédié. Chaque région prend sur son budget et arbitre ses choix. Elles peuvent aussi solliciter le budget du fond de visibilité des régions en fonction de leur projet commun. Ce fond est de 2,4 M€ cette année, mais pas réservé uniquement aux collaborations F3/FB.

Le montage du budget alloué pour le rapprochement F3/FB s'est fait avant la nomination de Rachida Dati qui parle ouvertement de fusion des réseaux régionaux de FTV et RF. Et il s'est fait a fortiori avant la communication de Philippe Martinetti concernant ce rapprochement. Il est clair que les missions annoncées, si elles se font, nécessiteront plus de fond que ceux annoncés en début d'année.

Conclusion

Les années se suivent et ne se ressemblent pas, sauf pour leur part d'inattendu budgétaire. Il y a eu les surprises des années Covid, puis du 18h30, puis de la suppression de la redevance, puis des renforts non budgétés de Tempo. On peut

donc s'attendre à de nouvelles surprises en 2024 où les modalités de rapprochement avec France Bleu évoluent constamment.

Ces aléas budgétaires n'ont pas mis le réseau dans le rouge l'an dernier, et on peut apprécier que les ETP et la masse salariale augmentent sensiblement dans les prévisions.

Mais dans certaines antennes, en avril, des annonces de restrictions budgétaires ont été faites en IP. Avec de possibles mutualisations là où il n'y en avait pas. Un signe que le budget prévu est insuffisant, malgré son augmentation.

On peut donc douter qu'il suffira pour absorber la charge de travail de 2024, et la volonté partagée, sur le papier, de favoriser la semaine de quatre jours. Et reste à savoir si les économies sur la masse salariale annoncées pour 2024 par Delphine Ernotte ne vont pas aussi chambouler le budget du réseau.